

SOSLM 3h1/17

53 1h

(19hh)

A

Restriction au trafic voyageurs pendant la guerre  
(après la libération - Délivrance d'autorisations  
personnelles

Décret 3. 6.44 (J.O. 18. 8.44)  
Ordonnance 28.10.44 (J.O. 29.10.44)

Restriction aux transports voyageurs durant la guerre (après la libération) - Délivrance d'autorisations  
personnelles de déplacement

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 29 octobre 1944

Ordonnance du 28 octobre 1944  
relative à la réglementation des  
transports par chemin de fer

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre des travaux publics et des transports, du ministre des finances et du ministre de l'économie nationale,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944 ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu le décret du 3 juin 1944 réglementant les transports par chemin de fer ;

Vu le décret du 3 juin 1944 instituant les répartiteurs régionaux des transports ;

Vu l'ordonnance du 20 juin 1944 relative à l'exploitation des voies ferrées comprises dans les territoires métropolitains libérés ;

Vu l'ordonnance du 9 août 1944 relative au rétablissement de la légalité républicaine sur le territoire continental ;

Le comité juridique entendu,

Ordonne :

Art. 1er. - A dater de la promulgation de la présente ordonnance, les conditions d'exécution des transports par chemin de fer sont soumises, nonobstant toutes autres dispositions législatives ou réglementaires antérieures, aux dispositions suivantes.

Art. 2. - Pendant la période s'étendant jusqu'à six mois après la date légale de la cessation des hostilités, des arrêtés du ministre des travaux publics et des transports, pris après avis du ministre de l'intérieur, déterminent les restrictions ou interdictions de transport de voyageurs qui sont rendues nécessaires par les circonstances.

Ces arrêtés peuvent subordonner les déplacements des voyageurs à l'obtention d'autorisations personnelles délivrées par l'autorité administrative.



Art. 3.- ~~Par~~ Pendant la même période, des arrêtés ou instructions du ministre des travaux publics et des transports déterminent les conditions d'exploitation du service des marchandises sur les diverses lignes ou sections de lignes du réseau ferroviaire français. Ces conditions peuvent comporter des restrictions ou interdictions de transport, permanentes ou temporaires, sur tout ou partie des lignes ou sections de lignes.

Art. 4.- Le ministre des travaux publics et des transports peut établir un régime de priorités à appliquer aux transports de marchandises.

Ce régime est établi par voie d'arrêtés ou d'instructions du ministre en ce qui concerne les chemins de fer d'intérêt général, et par décision de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département (service ordinaire), agissant par délégation du ministre, pour les chemins de fer d'intérêt local.

Art. 5.- Les mesures prises par les administrations de chemin de fer pour l'exécution des arrêtés ou instructions ministériels visés aux trois articles qui précèdent sont portées à la connaissance du public dans les gares.

Art. 6.- Les infractions commises en matière de régime de priorité de transport par fer de marchandises sont punies d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 200 fr à 500.000 fr ou de l'une de ces deux peines seulement.

Ces peines sont portées à un emprisonnement d'un an à cinq ans et à une amende de 500 fr à 1 million de francs ou à l'une de ces deux peines seulement, contre quiconque :

1°- sciemment, utilisera indûment l'un des titres ou autorisations quelconques destinés à l'application du régime de priorité susvisé;

2°- Imprimera irrégulièrement, contrefera ou falsifiera l'un des titres ou autorisations visés au paragraphe 1°;

3°- Sciemment, mettra en circulation ou utilisera l'un de ces titres ou autorisations contrefait, falsifié ou non valable;

4°- Trafiquera de l'un des titres ou autorisations visés au paragraphe 1°, valable ou non.

Art. 7.- Sans préjudice des dispositions des articles 8 et 9 du code d'instruction criminelle, les infractions tombant sous le coup de la présente ordonnance sont recherchées et constatées par les fonctionnaires assermentés de la direction générale des chemins de fer et des transports du ministère des travaux publics et des transports et par les agents assermentés des chemins de fer.

Les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires et agents font foi jusqu'à preuve contraire et sont dispensés des formalités et des droits de timbre et d'enregistrement.

Art. 8. - Est expressément constatée la nullité de l'acte dit loi du 30 mai 1944 réglant l'application du régime de priorité des transports par fer de marchandises. Toutefois, sont validés les effets résultant de l'application de ce texte antérieure à la mise en vigueur de la présente ordonnance.

Sont et demeurent abrogés :

1°- Le décret du 3 juin 1944 réglementant les transports par chemin de fer ;

2°- Dans celles de ces dispositions qui concernant les transports par fer, le décret du 3 juin 1944 instituant les répartiteurs régionaux de transports.

Art. 9. - La présente ordonnance sera publiée au Journal ~~Officiel~~ de la République française et exécutée comme loi.

Fait à Paris, le 28 octobre 1944.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
François DE LENTHON.

Le ministre de l'intérieur  
A. TIXIER.

Le ministre des travaux publics  
et des transports,  
René MAYER.

Le ministre des finances,  
Aimé LEPERCQ.

Le ministre de l'économie nationale,  
Pierre MENDES-FRANCE.



Extrait du Journal Officiel de la  
République Française du 16 août 1944

5314

Extrait du décret du 3 juin 1944 réglementant les transports  
par chemin de fer rendu applicable sur le territoire  
continental par l'ordonnance du 9 août 1944  
relative au rétablissement de la  
légalité républicaine sur  
le territoire  
continental

Décret du 3 juin 1944  
réglementant les transports par chemin de fer  
(publié au Journal Officiel de la République  
française n° 57 du 13 juillet 1944)

-----

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du commissaire aux communications et à la  
marine marchande,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité  
français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin  
1944 ;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires,  
modifiée par la loi du 21 janvier 1935 ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de  
la nation pour le temps de guerre ;

Vu le décret du 17 avril 1938 sur l'organisation des servi-  
ces de transports en temps de guerre ;

Vu le décret du 23 décembre 1939 relatif aux conditions dans  
lesquelles sont effectués en temps de guerre les transports commer-  
ciaux par chemin de fer ;

Le Comité juridique entendu ,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. - Pendant la période s'étendant jusqu'à six mois  
après la cessation des hostilités, des arrêtés du commissaire aux  
communications et à la marine marchande, pris après avis du commis-  
saire à l'intérieur, déterminent dans les territoires de la France  
métropolitaine les restrictions ou interdictions de transport de  
voyageurs par chemin de fer qui sont rendues nécessaires par les  
circonstances.

Ces arrêtés peuvent subordonner les déplacements des voya-  
geurs à l'obtention d'autorisations personnelles délivrées par  
l'autorité administrative.